

## ***La religion en Chine : de retour au centre de la politique et de la société***

*Ian JOHNSON*

*Journaliste, correspondant en Chine du New York Times, Ian Johnson est l'auteur de The Souls of China. The Return of Religion after Mao (2017). Rédigé à partir de ce livre ainsi que d'une conférence donnée à Sankt Augustin (Allemagne) le 12 avril 2018, cet article a été publié en anglais dans Religions & Christianity in Today's China, vol. VIII, 2018, n°3, p. 28-38. Entre temps, le 22.09.18, a été signé entre le Vatican et le pouvoir chinois un accord sur la nomination des évêques, dont les termes ne sont pas publics. La traduction et les intertitres sont de Spiritus.*

**S**'il est question d'un grand pays d'Asie où la religion se trouve au centre de la vie quotidienne et politique, on pensera peut-être à l'Inde ou à l'Indonésie. Mais à la Chine ? Probablement pas. Établir un lien entre la religion et la Chine, cela nous renverra peut-être à l'histoire : aux antiquités classiques telles que le *Daodejing* 道德经 (*Livre de la voie et de la vertu*, de Lao Tseu), ou les grandes œuvres d'art bouddhiques jalonnant la Route de la soie, ou encore la stèle nestorienne de Xi'an.

S'il est question de réalités religieuses dans la Chine contemporaine, cela nous fera sans doute penser au communisme, perçu comme athée et intolérant dans ce domaine. D'où l'idée de persécution : des chrétiens qui se réunissent dans les églises « souterraines », le

Dalaï-Lama en exil, ou l'interdiction de sectes telles que le Falun Gong. Cela pourra être conforté par des rapports, gouvernementaux ou non, qui brossent un sombre tableau des réalités religieuses dans ce pays. Ainsi, la Commission des États-Unis sur la Liberté religieuse internationale rapporte immanquablement que chaque année y est pire que la précédente<sup>1</sup> et classe la Chine parmi les douze pays « particulièrement préoccupants » à cet égard. Un tableau similaire émane de groupes tels que *Freedom House*, qui fait état de contrôles croissants sur la vie religieuse<sup>2</sup>. Rien d'inexact dans tout cela. Nombre de ces images ou rapports viennent des médias ; et, ayant moi-même travaillé là-bas comme journaliste pendant des années – j'y suis allé comme reporter pour la première fois en 1994 –, je sais qu'il est légitime d'écrire là-dessus. Il faut continuer à parler de l'oppression religieuse en Chine, surtout lorsque le gouvernement Xi Ping persiste à intervenir activement dans la société chinoise. J'y reviendrai plus loin.

Mais, à nous focaliser sur l'oppression, cela peut nous empêcher de voir une réalité plus importante : la Chine connaît un renouveau religieux sans précédent touchant des centaines de millions de gens. Les estimations les plus sérieuses donnent le chiffre de 300 millions environ : 10 MM de catholiques, 20 MM de musulmans, 60 MM de protestants et 200 MM d'adeptes du bouddhisme ou des religions traditionnelles. Sans compter les dizaines ou même les centaines de millions de gens familiers d'exercices tels que le Qigong ou d'autres formes de pratiques méditatives.

Les chiffres exacts sont souvent discutés, mais un visiteur de la Chine, même occasionnel, ne peut passer à côté de certains signes : de nouvelles églises parsemant la campagne, des temples reconstruits ou agrandis, de nouvelles directives gouvernementales encourageant les valeurs traditionnelles. La progression n'est pas linéaire – des églises sont démolies, des temples se lancent dans le tourisme et on parle de l'instrumentalisation politique de la moralité – mais l'orientation globale est claire. La foi et les valeurs reviennent au cœur d'un débat national sur la façon d'organiser la vie en Chine.

---

<sup>1</sup> [www.uscirf.gov/countries/china#annual-reports-chapters-summaries](http://www.uscirf.gov/countries/china#annual-reports-chapters-summaries)

<sup>2</sup> <https://freedomhouse.org/report/china-religious-freedom>

## **« Il y a quelque chose qui manque... »**

Quel est le moteur de cette évolution ? À mon sens, des centaines de millions de Chinois sont envahis par le doute à propos de leur société et se tournent vers la religion et la foi, en quête de réponses qu'ils ne trouvent pas dans le monde radicalement séculier qui se construit autour d'eux. Ils se demandent ce que la vie peut offrir de plus que le matérialisme et ce qui peut l'embellir. Comme me le disait une pasteure protestante : « Nous pensions que nous étions malheureux parce que pauvres. Mais maintenant, beaucoup parmi nous ne sont plus pauvres et ils sont toujours malheureux. Nous réalisons qu'il manque quelque chose : la vie spirituelle. »

De façon surprenante, cette quête se concentre au cœur du territoire chinois : une vaste bande allant en gros de Beijing au nord à Hong Kong au sud, de Shanghai à l'est à Chengdu à l'ouest. C'est ce que l'on a appelé la « vraie Chine », qui a été pendant vingt-cinq siècles le centre de la culture et de la civilisation du pays, le berceau de ses poètes et de ses prophètes, l'arène de ses guerres et coups d'État les plus fameux, la scène de ses romans et de ses pièces de théâtre, la patrie de ses plus saintes montagnes et de ses temples les plus sacrés. C'est là que la civilisation chinoise est née et s'est épanouie ; c'est là que se concentre encore la vie économique et politique du pays.

On sait depuis longtemps que les minorités ethniques chinoises – en particulier les Tibétains et les Ouïghours – ont la religion en estime, parfois comme une forme de résistance face à l'oppression de l'État. Mais on trouve maintenant une soif spirituelle similaire, ou même encore plus grande, parmi les Chinois de souche qui représentent 91 % de la population. Au lieu de n'être qu'un baume pour les populations marginales de la Chine, la religion est une quête de sens chez ceux qui ont le plus bénéficié du décollage économique du pays.

Cela signifie beaucoup de choses pour l'avenir de la Chine. Les minorités ethniques du pays ont de l'importance : même si elles ne représentent que 9 % de la population, cela fait quand même environ 100 MM de personnes dont beaucoup vivent dans des

zones frontalières stratégiquement importantes, par exemple au Tibet, dans le Xinjiang et le Yunnan. Il ne faut donc pas ignorer ni sous-estimer leur vie religieuse. Mais la réalité incontournable c'est que les Chinois de souche, appelés aussi Chinois Han, dominent la vie économique, politique et spirituelle du pays, y compris dans ces régions frontalières. Pour le meilleur ou pour le pire, c'est le cheminement spirituel des Chinois de souche qui va déterminer l'âme du nouveau superpouvoir.

Tous les Chinois ne perçoivent pas le mal-être national en termes spirituels. Les critiques venues du pouvoir le voient souvent comme purement politique : pour guérir les maladies de la société, il faut améliorer les règlements et les lois. Les réformateurs, au sein du système, ont un regard plus technique : s'ils avaient de meilleures structures administratives et pouvaient offrir de meilleurs services, l'apathie et la colère s'atténueraient. Mais la plupart des Chinois voient plus large : sans doute la Chine doit améliorer ses lois et institutions, mais elle a aussi besoin d'une boussole morale. Cette aspiration à une conviction morale est particulièrement forte en raison de l'histoire et de la tradition du pays.

Pendant des millénaires, le lien social se construisait sur la conviction que les lois ne peuvent, à elles seules, unir les gens ; des philosophes comme Confucius soutenaient que la société avait aussi besoin de valeurs partagées. Le plus grand nombre est toujours de cet avis. La réponse, pour beaucoup de Chinois, c'est de s'engager dans quelque forme de pratique spirituelle : une religion, un mode de vie, une certaine type de culture morale ; autant de choses qui peuvent donner plus de sens à leur vie et contribuer à améliorer la société.

Cela dit, il n'est pas vraiment exagéré de dire que la Chine connaît un renouveau spirituel comparable au « Grand Réveil » des États-Unis au XIX<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, comme il y a un siècle et demi, voilà un pays en mouvement qui est déstabilisé par un important changement social et économique. Les gens ont été propulsés dans des villes nouvelles aliénantes, où ils n'ont ni amis ni réseaux de soutien. La religion et la foi présentent des possibilités de prendre en compte les éternelles questions auxquelles tout le monde,

partout, cherche à répondre : pourquoi sommes-nous là ? Qu'est-ce qui peut nous rendre vraiment heureux ? Comment parvenir à une certaine satisfaction comme individus, comme communauté, comme nation ? Quelle est vraiment notre âme ?

## **Comment la religion est devenue un problème**

Comment la Chine en est-elle arrivée là ? Pour comprendre, il nous faut revenir au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. La Chine a traversé une série de crises comparables à d'autres dans le monde : la rencontre avec l'Occident, avec sa puissance militaire et technologique bien supérieure. Elle a perdu une série de guerres amenant l'amputation de territoires. Les Chinois observaient comment, à travers le monde, l'Occident dépeçait la plus grande partie du globe pour en faire des colonies. Même d'antiques territoires comme l'Inde tombaient sous le contrôle de minuscules pays occidentaux comme la Grande Bretagne. La Chine serait-elle la prochaine victime ? Ainsi s'engagea un combat contre la structure de pouvoir existante, c'est-à-dire l'État politico-religieux qui gouvernait la Chine.

Pourquoi la religion ? La Chine n'aurait-elle pas pu se moderniser sans s'en prendre aux religions traditionnelles ? Pour comprendre pourquoi la religion est devenue un problème aux yeux des modernisateurs, il faut saisir l'importance primordiale de la religion dans la vie traditionnelle chinoise. Aujourd'hui, beaucoup parmi nous voient la religion comme un des éléments de la société, un pilier peut-être, mais discret et qui ne s'impose pas. Dans la plupart des sociétés traditionnelles, il n'en était pas ainsi : la religion était centrale. Cela ne relevait pas seulement d'une quête spirituelle bien délimitée touchant des questions transcendantes, mais de l'organisation de la vie des gens : depuis l'implantation et l'orientation de leurs maisons jusqu'à leur activité professionnelle.

C'était aussi le cas en Chine. La religion traduisait une appartenance à la communauté. Chaque village avait ses temples, ses dieux honorés en certains jours de fête. On n'avait pas vraiment le choix. La Chine avait en fait trois corps de doctrine distincts, ou jiao 教 : le

confucianisme (rujiao 儒教), le bouddhisme (fojiao 佛教) et le taoïsme (daojiang 道教); mais ils ne fonctionnaient pas en institutions séparées ayant leurs propres fidèles. Ils fournissaient surtout des services; une communauté pouvait, par exemple, inviter un prêtre ou un moine à exécuter des rituels dans un temple et chacun des trois accomplissait ses propres rites: méditation bouddhiste chan ou exercices spirituels de la Terre pure, exercices méditatifs taoïstes, enrichissement moral confucianiste. Mais on ne les considérait pas séparément. Presque toujours, dans l'histoire de la Chine, les gens ont adhéré à cet amalgame de croyances qu'on appelle la « religion chinoise ».

Cela s'étendait aussi à la politique, si bien que des érudits, tel John Lagerway, disent que la Chine a été gouvernée par un « État politico-religieux ». L'empereur était le « fils du ciel ». Ses agents publics légitimaient leur position à travers les rites religieux et les temples locaux. À ce niveau local, celui de la vie réelle, le monde tournait autour des temples. C'est là que l'aristocratie locale, les lettrés, se rassemblaient et organisaient la vie du groupe: depuis l'irrigation ou la construction de routes jusqu'à l'enrôlement des milices. C'est ainsi que l'historien Prasenjit Duara parle des temples, dans la Chine traditionnelle, comme d'un « nœud de pouvoir ». Et donc, lorsque les révolutionnaires voulurent changer la Chine, ils allèrent chercher le pouvoir là où il était: dans ce système politico-religieux qui dominait l'empire. Un exemple parlant concerne le jeune Sun Yat-sen, qui allait par la suite contribuer à renverser la dynastie Qing et instaurer la République de Chine en 1912: l'un de ses premiers actes de rébellion fut de se rendre au temple local, dans sa ville natale, et d'y briser les statues.

### *Religion et superstition*

Qu'en est-il des fois monothéistes? L'islam est entré en Chine, il y a plus de mille ans, par des commerçants venus le long de ses côtes et, à travers le Grand Canal, jusqu'à Beijing, ainsi que par la Route de la soie depuis l'Asie centrale. Mais l'islam est resté confiné surtout à la périphérie du pays, incluant des régions telles que le Xinjiang, le Gansu et le Ningxia, par moments sous contrôle chinois. Même aujourd'hui, avec ces régions gouvernées de main

ferme par Beijing, l'islam compte, au plus, 23 MM de croyants (1,6 % de la population). Les conversions ne surviennent guère que quand des gens vont en mariage dans des familles musulmanes, une conséquence des lois gouvernementales définissant l'islam comme une foi pratiquée seulement par dix groupes ethniques non chinois, notamment les Hui et les Ouïghours. L'islam fournit parfois une identité à des gens qui ne veulent pas être gouvernés par la Chine – on voit cela aujourd'hui parmi les Ouïghours de la lointaine province occidentale du Xinjiang –, mais sa position marginale signifie qu'il entre rarement dans le débat national contemporain sur la foi, les valeurs ou l'identité de la nation.

L'impact du christianisme a été radicalement différent. Il est entré en Chine plus tard, mais s'est répandu parmi les Chinois Han, causant une grande anxiété au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Il y avait alors un dicton populaire : « un chrétien de plus, c'est un Chinois de moins » (*duo yi ge jidutu, shao yi ge Zhongguoren* 多一个基督徒, 少一个中国人), l'idée étant que cette religion était incompatible avec l'identité chinoise. Mais son influence fut énorme : elle contribua à définir le monde religieux de la Chine moderne. Une des raisons fondamentales de cette influence était sa présence en Occident. Les réformateurs chinois réalisèrent que les pays occidentaux étaient chrétiens et en conclurent que le christianisme n'était pas incompatible avec un État moderne. Certains même, comme le leader du parti nationaliste Chiang Kai-shek, s'y convertirent.

Plus déterminante, toutefois, fut la décision de presque tous les modernisateurs de la Chine d'adopter la distinction occidentale entre religion et superstition. Le paradigme, pour distinguer entre pratiques acceptables et pratiques inacceptables, fut importé de l'Occident *via* le Japon, qui avait engagé pareil débat une génération auparavant. Les penseurs chinois importèrent des mots tels que *zongjiao* 宗教 (religion) et *mixin* 迷信 (superstition). La nouvelle façon d'organiser la société appelait à un cantonnement de la religion, comme cela avait été le cas ailleurs. Dans l'histoire de l'Europe, par exemple, politique et religion avaient été le plus souvent étroitement liées. La montée de l'État-nation au XVII<sup>e</sup> siècle avait commencé à changer cela, affaiblissant et cantonnant la

religion. L'État bureaucratique avait pris le contrôle des écoles et des hôpitaux, et aboli les privilèges légaux dont jouissait l'Église. La montée du protestantisme avait joué aussi un rôle important en usant des termes de « religion » authentique et de « superstitions » taboues pour tenter de discréditer certaines pratiques catholiques. Dans l'ancienne chrétienté, cela avait encouragé le recours à une certaine logique : la religion authentique pouvait être défendue par la raison ; tout le reste était superstition et devait être détruit.

### *Persécutions religieuses*

Avec la mondialisation au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, ces idées se répandirent. Quand s'effondra l'empire ottoman, après la Première Guerre mondiale, le nouvel État turc abolit le califat – pouvoir souverain sur tous les musulmans – et transforma même certaines mosquées en musées. Au Moyen-Orient, après la Seconde Guerre mondiale, des mouvements politiques, tel le parti Baas en Iraq et en Syrie, tentèrent de faire aussi régresser l'islam, le percevant comme une des causes de la colonisation de leur région par les Britanniques et les Français. Une ambition unissait tous ces mouvements : un État fort pour imiter les pays occidentaux et les repousser.

En Chine, ce mouvement se renforça lorsque des révolutionnaires tels que Sun Yat-sen prirent l'avantage à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. À cette époque, la Chine avait environ un million de temples. Des partisans de réformes politiques firent la demande, en 1898, que beaucoup de temples soient reconvertis en écoles. Bien que ce plan ait été rejeté, de nombreux gouvernants locaux prirent par eux-mêmes des mesures, si bien que nombre des meilleures écoles primaires et secondaires actuelles en Chine se trouvent sur l'emplacement d'anciens temples. La mesure la plus remarquable fut la destruction des antiques Temples du dieu de la ville. Étant les principaux représentants de l'ancienne structure du pouvoir politico-religieux, ils furent saisis par l'État chinois modernisateur, puis détruits ; de fait, il n'en reste plus aujourd'hui qu'une poignée. La fureur des réformateurs était presque sans bornes ; même avant la révolution communiste de 1949, un demi-million de temples avaient été détruits, fermés ou reconvertis à d'autres fins.



De l'ensemble des religions traditionnelles, certaines survécurent. Le bouddhisme et le taoïsme se regroupèrent en religions organisées avec des hiérarchies structurées, quelque chose d'encore inédit sous cette forme. C'est le bouddhisme qui répondait le mieux aux temps nouveaux. Sous la dernière dynastie, les Qing, il avait déjà joui d'une position privilégiée dans la société parce que la famille régnante était d'ethnie mandchoue, d'obédience bouddhiste. Il avait un clergé plus instruit, capable de négocier avec la nouvelle bureaucratie mise en place par l'État nationaliste, puis communiste. Les penseurs bouddhistes du début du XX<sup>e</sup> siècle introduisirent l'idée d'un « bouddhisme humaniste » (*renjian fojiao* 人间佛教), l'idée étant que le bouddhisme devait prendre part à la vie du monde ici et maintenant, en s'occupant des questions de société, et pas seulement des affaires relevant d'un autre monde.

Mais la plupart des religions chinoises ne s'en sont pas aussi bien tirées. Le confucianisme avait été trop lié à l'ancien système pour survivre aussi facilement, en dépit des efforts, dans la première partie du XX<sup>e</sup> siècle, pour l'organiser en religion, ou même le déclarer religion « nationale » de Chine, comme l'avaient fait les réformateurs japonais avec les pratiques religieuses indigènes dénommées shinto. Comme le taoïsme, le confucianisme survécut, mais affaibli. Étant moins hiérarchique que le bouddhisme, il n'avait pas de temples organisés : ceux-ci finirent par être fermés ou détruits, ne laissant subsister que quelques grands monastères ruraux ou situés dans les lointaines montagnes. Le plus tragique est que la religion populaire a été presque entièrement anéantie. Il s'agit ici des innombrables petits temples ou sanctuaires gérés localement sans lien avec les grandes religions ; autrement dit, de la grande majorité des temples du pays. On les déclara « superstition ». Des centaines de milliers de temples furent rasés, une immense vague de génocide auto-culturel.

### *La religion : une maladie sociale*

Lorsque le Parti nationaliste de Sun prit le pouvoir, le processus s'accéléra. Son successeur, Chiang Kai-shek, lança le Mouvement de la Vie nouvelle (*New Life*) pour purger la Chine des anciennes manières de faire. Tout en essayant d'éradiquer l'opium, les jeux d'argent, la prostitution et l'analphabétisme, les nationalistes

lancèrent une campagne pour éliminer la superstition, partie d'un effort plus vaste pour « créer une nation » (*jian guo* 建国). Sortes de Gardes Rouges de Mao avant la lettre, les organisations de jeunesse du Parti nationaliste, envoyèrent des groupes détruire des temples nationaux et le pouvoir publia des réglementations sinistrement appelées « Normes d'identification des temples à détruire ou à conserver ». En fait, les nationalistes ne contrôlèrent la Chine qu'environ dix ans. L'impact de leurs mesures resta limité, mais la voie était tracée : la religion chinoise était un mal social qu'il fallait, pour sauver la Chine, réformer de façon radicale ou anéantir.

Cette façon de voir la religion – comme un problème à maîtriser pour que la Chine retrouve son rang de grande puissance – fut reprise par les communistes lors de leur accession au pouvoir en 1949. Plus organisés et disposant d'une puissante bureaucratie conduite par une structure politique léniniste, ils traitèrent la religion comme l'un des nombreux groupes sociaux à maintenir sous contrôle. Comme au début des temps de la République, il n'y eut que cinq groupes religieux à être reconnus par le gouvernement central : le bouddhisme, le taoïsme, l'islam, et le christianisme, ce dernier étant, à des fins administratives, divisé en deux : catholicisme et protestantisme. Sous le contrôle du Parti communiste, des organes furent institués pour diriger ces cinq groupes ; mais cela ne dura que quelques années. Vers la fin des années cinquante, la Chine fut administrée par des politiques gauchisantes de plus en plus erratiques, avec un sommet lors de la Révolution culturelle. Cela se traduisit, de 1966 à 1976, par l'interdiction de toute expression religieuse publique.

Lorsque cela prit fin, avec la mort de Mao en 1976, le Parti communiste commença à revoir sa position. Dépourvu d'alliés dans la société, il autorisa le retour des cinq groupes religieux. On rebâtit les églises, les mosquées et les temples. On reforma un clergé. Les organisations religieuses officielles furent réinstallées. Concernant le christianisme, des études gouvernementales telles que le « Document 19 » prônèrent explicitement de tolérer les communautés souterraines. Cela ne veut pas dire que la Chine jouissait de la liberté religieuse. Pendant la trentaine d'années qui ont suivi, la persécution a continué : des communautés souter-

raines furent attaquées, la faction du Dalai-Lama continua à être ostracisée, tandis que de nouveaux mouvements religieux tels que Falun Gong furent combattus. Mais, globalement, le gouvernement resta neutre. La religion était regardée avec scepticisme, mais sa croissance tolérée. Le gouvernement permettait en général aux groupes religieux de se multiplier. Ce qu'ils firent : églises, temples et mosquées sortirent de terre à travers tout le pays.

### **Un séisme aux conséquences inattendues**

La dernière décennie, toutefois, nous a fait entrer dans une ère nouvelle. On est tenté de rattacher cela à la prise de pouvoir de Xi Jinping en 2012, mais je pense que cela a commencé plus tôt : vers 2008. Ce fut une de ces années charnières où l'histoire de la Chine a semblé prendre un tournant. Le grand séisme de Beichuan a tué 69 000 personnes et stimulé un bouillonnement d'activités dans la société civile. Conduits par des groupes chrétiens, les gens se rendaient dans le Sichuan pour distribuer de la nourriture, de l'eau et des couvertures. Beaucoup commencèrent à enquêter sur les raisons de l'effondrement de tant d'écoles.

Deux tendances distinctes en résultèrent. D'une part, un encouragement aux dons par le gouvernement et par les militants – parfois confessionnels – qui voulaient connaître les raisons profondes de la tragédie. La plupart des groupes religieux furent bientôt renvoyés chez eux. Par la suite, le gouvernement édicta une loi autorisant les dons caritatifs, y compris de groupes confessionnels, mais découragea l'engagement civique. D'autre part, vers la même époque, le gouvernement commença à encourager « l'héritage culturel intangible », un terme emprunté à l'UNESCO pour désigner des pratiques telles que la musique, les rituels, le théâtre et le chant ; réalités qui méritent protection mais qu'on ne peut pas toucher ni voir, contrairement à la Grande muraille. En pratique, cela signifiait une réhabilitation de bien des choses qui avaient été préalablement combattues comme superstitieuses. Des rituels, et même des pèlerinages religieux populaires traditionnels, furent redéfinis comme pratiques culturelles méritant d'être préservées et même subventionnées.

Homme fort ayant davantage de leviers de pouvoir que son prédécesseur, Xi Jinping a accéléré ce revirement en faveur des religions traditionnelles. Plus tôt, il avait visité Qufu, la ville natale de Confucius, et rendu hommage au sage. Lors d'une visite à l'UNESCO, en 2013, il a fait l'éloge du bouddhisme, déclarant qu'il avait apporté une importante contribution à la Chine, après son indigénisation il y a plusieurs siècles. Xi a aussi accru les subventions à l'héritage culturel intangible, à tel point que la Chine compte aujourd'hui plus de 12 000 pratiques activement subventionnées par le gouvernement, dont beaucoup à orientation spirituelle. À la différence de ses prédécesseurs, il rencontre aussi régulièrement les leaders religieux. À quatre reprises, il a rencontré Xing Yun, supérieur bouddhiste taiwanais du mouvement missionnaire Fo Guang Shan, et il a autorisé cette organisation à établir des bureaux en Chine pour promouvoir la foi.

En un certain sens, on peut voir dans l'action de Xi comme la reconstitution de l'ancien État politico-religieux qui gouvernait la Chine. Mais, au lieu que la religion soit réellement incorporée à l'État, elle est davantage un instrument servant à légitimer un régime autoritaire. D'une certaine manière, c'est le scénario classique : bien des dirigeants se tournent vers la religion lorsque leur propre idéologie fait faillite. Ainsi voyons-nous, par exemple, l'ancien officier du KGB, Vladimir Poutine, revêtir l'habit de défenseur de la foi orthodoxe, ou bien, quelques années plus tôt, un dictateur tel que Saddam Hussein se transformer en musulman dévot.

Tout comme dans ces pays, les religions ne sont pas toutes également promues dans la Chine de Xi Jinping. Alors que, pour la première fois depuis un siècle, le bouddhisme, le taoïsme et la religion populaire sont explicitement soutenus, vis-à-vis de l'islam et du christianisme le pouvoir reste sur la défensive. Tous deux sont perçus comme enfreignant un tabou majeur dans la société chinoise : ils ont des liens à l'étranger. Bien sûr, toutes les religions ont une composante étrangère. Même le taoïsme, la seule religion indigène de Chine, a des liens avec des adeptes dans les communautés de langue chinoise à travers le monde, dont beaucoup ont contribué à la reconstruction des temples taoïstes après la

Révolution culturelle, en particulier celles d'Asie du sud-est. Le bouddhisme aussi a des fidèles dans d'autres pays, sans parler du chef spirituel exilé, le Dalai-Lama. Toutefois, dans l'ensemble, le gouvernement estime qu'il est en mesure de contenir ces liens extérieurs et qu'ils sont compensés par le bénéfice, en termes de légitimation, que reçoit le Parti communiste en les sponsorisant. Mais les fois abrahamiques restent perçues comme étrangères et insuffisamment sinisées.

### *Attitude vis-à-vis de l'islam et du christianisme*

Le pouvoir les considère de façon très différente. L'islam est utilisé par certains groupes séparatistes, en particulier dans le Xinjiang occidental, pour justifier leur projet politique, y compris, chez une petite minorité, le recours au terrorisme. Le pouvoir voit cela essentiellement comme une question d'ordre public que l'État est autorisé à réprimer par la violence. C'est assurément faux : les aspirations de ces peuples, surtout des Ouïghours du Xinjiang, sont légitimes et ne seront que confortées par davantage de violence, en particulier par les règlements scandaleux limitant les restaurants *halal*. Mais, du point de vue du gouvernement, l'islam est une religion que l'on peut contrôler en l'isolant et en la réprimant. C'est vu comme un problème policier, d'où l'incessant refrain du pouvoir : il est victime du terrorisme islamiste mondial.

Face à l'effort du gouvernement pour édifier un nouveau monde spirituel, le christianisme représente un défi plus profond et, peut-on dire, considérable. L'islam se limite aux minorités ethniques ; il est peu attirant pour la majorité Han – les conversions sont pratiquement inexistantes –, contrairement au christianisme. Sans trop exagérer, on peut affirmer qu'après l'arrivée du bouddhisme il y a deux mille ans, le christianisme est la première religion majeure à trouver un ancrage durable dans la majorité Han. Comme pour l'islam, le gouvernement semble de plus en plus sceptique vis-à-vis du christianisme. La Chine est vaste et l'on peut aligner plusieurs anecdotes pessimistes venues de partout – obligeamment fournies par des groupes de pression cherchant à mettre en valeur la persécution religieuse – tendant à prouver que la situation dans le pays est catastrophique. Mais je pense qu'il est bon de relever plusieurs problèmes concernant le christianisme.

De 2014 à 2016, le gouvernement a retiré les croix sur plus de 1500 églises dans la province du Zhejiang. Le côté positif : cette campagne ne s'est pas étendue à d'autres provinces. Mais il y a des signes inquiétants. L'un d'eux est que le responsable du Parti communiste chargé de cette campagne était Xia Baolong, un étroit collaborateur de Xi Jinping (Xia était chargé du maintien de l'ordre et du système judiciaire lorsque Xi était secrétaire du Parti communiste il y a plus de dix ans ; ce qui, au fond, faisait de lui le bras droit de Xi dans cette province). Cela implique donc que Xia n'agissait pas de son propre chef, mais presque certainement avec l'approbation de Xi. Des chrétiens locaux estiment que le cas du Zhejiang était particulier et que certains l'avaient un peu cherché : en plaçant des croix rouges rutilantes même sur des immeubles pouvant abriter une église souterraine, celles-ci devenaient trop évidentes ; une quasi-provocation des responsables à leur accorder la reconnaissance. Il est bon de noter aussi que très peu d'églises furent démolies ; les autres continuèrent (et continuent) à fonctionner normalement. Mais c'était clairement un coup de semonce : le christianisme ne doit pas offrir une telle image publique.

Ces temps derniers, il a été de plus en plus souvent rapporté que des églises protestantes souterraines ont dû faire face à des obstacles bureaucratiques. L'une des plus importantes, l'Église de Sion à Beijing, s'est trouvée sous la menace de voir son bail annulé. Les églises et les lieux de pèlerinages, protestants et catholiques, ont aussi maintenant une surveillance systématique par caméra pouvant être reliée à un logiciel de reconnaissance faciale qui permet de dresser la liste des fidèles. On voit cela aussi dans les mosquées, mais pas dans les temples bouddhistes ni taoïstes ; il est toutefois très possible que cela arrive un jour, vu la détermination du pouvoir à couvrir tout le pays de caméras. Il reste que la décision de couvrir d'abord les églises et les mosquées est significative.

### *L'injonction à « siniser »*

Plus frappantes encore, les réglementations appelant toutes les religions à « siniser » ; ce qui, à mon avis, ne peut rien signifier d'autre que de se mettre sous le contrôle du Parti. La règle s'applique à toutes les religions – d'où la situation parfois absurde de temples taoïstes tenant des sessions d'étude pour réaliser leur

sinisation –, mais je pense que c'est le christianisme qui est visé, car ce sont les chrétiens qui, de loin, ont les églises souterraines les plus importantes et les plus dynamiques. Le message est clair : les églises souterraines doivent rejoindre l'église officielle.

Les méthodes diffèrent. Les protestants ne subissent qu'une légère pression : par exemple les tracasseries avec les caméras et les baux. Mais les catholiques sont affrontés, depuis quatre ans, à une opération plus sophistiquée. Il s'agit de l'offensive diplomatique en vue de normaliser les relations entre le Vatican et le Parti communiste. Cela n'est pas sans avantages pour les catholiques et ne doit donc pas être immédiatement écarté comme étant, de la part de Rome, une démarche naïve qui fait le jeu de l'État. Selon certaines études démographiques, le nombre des catholiques en Chine est, au mieux, stable, et peut-être bien en déclin. Cela vient en partie du fait que, pour des raisons historiques, le catholicisme est de type rural ; mais, avec l'urbanisation sans précédent du pays, la Chine rurale est en train de se vider. Divisé entre églises souterraines et officielles, son clergé ne lui offre pas les moyens de faire vraiment face à ce défi. En somme, l'évangélisation a faibli. Du point de vue du Vatican, un accord avec la Chine pourrait donc se justifier s'il redynamise la structure ecclésiale et lui permet d'assurer un meilleur service pastoral.

Malheureusement, ce calcul est aux antipodes de l'objectif du pouvoir chinois qui est de mieux contrôler le christianisme. D'où une suite d'apparents reports sans perspective d'accord. Nous ne devons pas oublier qu'en 2016 les partenaires de la négociation disaient qu'ils avaient fait de grands progrès et que l'on était à quelques mois d'un accord. Deux ans plus tard, aucun accord ne semble probable. Il reste que, demain, on pourrait en annoncer un : cela accorderait probablement au Vatican une influence réelle sur le choix des évêques, et pourrait ainsi renouveler l'Église, unifier les églises souterraines et officielles et revigorer la religion. Mais ce n'est pas cela que vise Beijing, et surtout pas une Église revigorée. Il faut donc conclure que, même si un accord peut intervenir et se révéler utile, cela reste l'issue la moins probable. Du point de vue de Beijing, il s'agit sans doute de donner un exemple aux protestants : le Pape a rassemblé les chrétiens des

églises souterraines et ceux de l'église reconnue par le Parti ; alors vous, églises protestantes souterraines, pourquoi ne pourriez-vous pas rejoindre l'église protestante patriotique ? C'est pourquoi je soupçonne qu'un éventuel accord avec Rome sera probablement suivi d'une offensive à l'égard des protestants.

### *La religion comme facteur de stabilité ?*

Sur la base de tout cela, la conclusion la plus importante est que, loin de n'être qu'une question d'intérêt marginal ou ésotérique, la religion est de nouveau au centre de la politique chinoise. Ce sont en effet des centaines de millions de fidèles qui cherchent à obtenir une place dans la société. Dès lors, puisqu'ils n'ont pas disparu mais se sont plutôt révélés comme une fraction irremplaçable de la Chine moderne, le Parti communiste a décidé de tenter de récupérer une partie de cette nouvelle force sociale, ce qui crée des occasions favorables mais aussi des tensions croissantes.

Pendant des millénaires, la religion a été l'élément principal de stabilité du pouvoir chinois. Il y a plus d'un siècle, l'État l'a jetée par-dessus bord et la société chinoise a zigzagué entre une dictature sacralisée et un capitalisme débridé. Aujourd'hui, la religion est de retour. Mais la question est de savoir si elle va être un facteur de stabilité dans la société, ou alors, toutes amarres rompues sous l'effet de politiques gouvernementales contre-productives, devenir comme un engin de combat hors de contrôle aux dégâts imprévisibles.

Ian JOHNSON